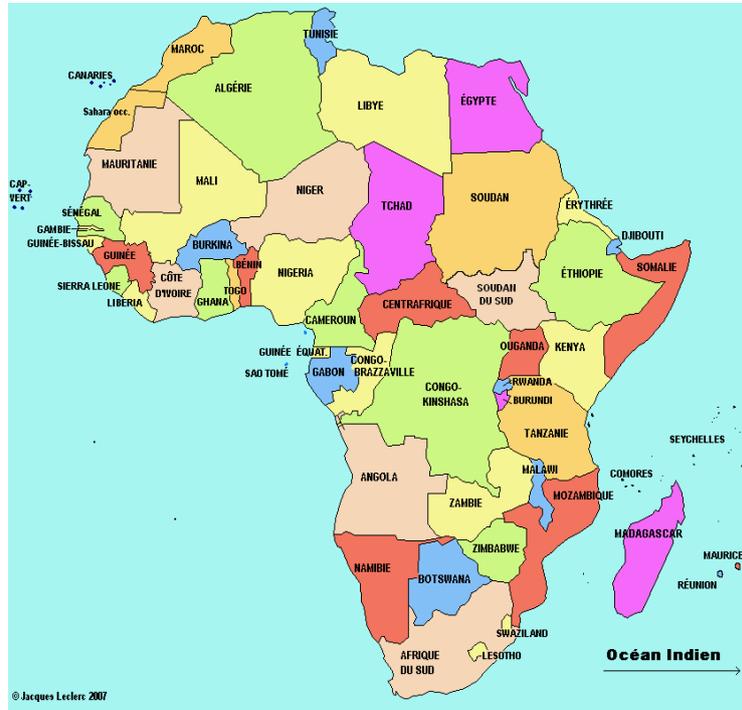


BULLETIN DE L'UNION AFRICAINE (UA)



Ce bulletin traite des questions africaines de paix et de sécurité à travers :

- Trois textes de réflexion ;
- Une revue de presse (défense) internationale ;
- Une présentation des missions en cours en Afrique.

(07 février 2019)

1 TEXTES DE DEFENSE

Nous présenterons successivement trois textes : le premier s'intéresse à l'africanisation des savoirs, le second analyse le rôle de la Russie en Afrique et le troisième dresse un bilan des événements violents impliquant des groupes islamistes militants en Afrique en 2018.

Universités : comment les enseignants cherchent à africaniser les savoirs

Par Margaux Mazellier (21 décembre 2018)

Selon les intellectuels africains, la diffusion de la pensée décoloniale et l'investissement dans la recherche font partie des priorités du monde universitaire continental. Mais les changements sont peu soutenus par les États. « Nous avons beaucoup de travail à faire pour former l'universitaire africain de demain dans nos propres institutions, avec nos propres ressources, grâce à notre propre vision », affirme Patrice Correa, enseignant chercheur à l'université Gaston-Berger à Saint-Louis au Sénégal. Comme beaucoup d'autres penseurs du continent, ce docteur en sciences de l'information et de la communication est partisan de la pensée « décoloniale ». Ce mouvement intellectuel estime que l'élite intellectuelle de demain doit penser le continent depuis l'intérieur.

Africaniser les savoirs

Selon eux, cela nécessite de réformer l'université africaine qui, depuis les indépendances, est restée fortement marquée par son alignement disciplinaire sur ses homologues françaises et britanniques. « L'élite intellectuelle africaine doit s'émanciper de toute allégeance à une quelconque puissance étrangère. L'université doit libérer des énergies et des esprits capables de penser, de choisir, d'entreprendre librement. L'intellectuel africain doit contribuer à la production d'une science et d'un savoir où pourraient s'exprimer les spécificités africaines », affirme Hanane Essaydi, enseignante en Lettres à l'université Cadi Ayyad de Marrakech. C'est pourquoi l'université Gaston Berger, située à Saint-Louis au Sénégal a ouvert en 2010, l'UFR des civilisations, religions, arts et communication africaines (CRAC) qui compte six départements. « Notre volonté est d'approfondir l'africanisation de l'université pour favoriser l'insertion consciente et efficace de l'homme dans sa société, dans sa culture et dans son temps », explique Patrice Correa, actuel directeur de l'UFR. Et d'ajouter : « Depuis sa création, nous recevons des collègues du monde entier. L'enjeu est de taille car si nous ne faisons pas l'université par nous et pour nous-même, les autres pourraient le faire pour nous et peut-être à notre détriment ». Pour Nadine Machikou, « c'est dans les universités africaines anglo-saxonnes que ce mouvement épistémique s'est le mieux développé ». Selon cette docteure en sciences politiques qui enseigne à l'Université Yaoundé II au Cameroun il n'existe pas encore en tant que tel d'espaces stabilisés de diffusion de la pensée décoloniale à l'université : « Je m'investis donc autrement. J'expérimente par exemple actuellement avec les jeunes chercheurs en droit international la possibilité de repenser les territoires et les objets de la discipline à partir de l'Afrique ».

Rapprocher les chercheurs des populations locales

Dans la production de ce savoir universitaire endogène, la recherche joue un rôle central. Or, actuellement, seulement 1 % des chercheurs de la planète sont africains quand l'Afrique représente plus de 17 % de la population mondiale. « Et la plupart de nos chercheurs atteignent leur meilleure productivité à l'étranger, aux États-Unis ou encore en Europe car le cadre est complet pour s'épanouir et faire de la recherche », estime Patrice Correa. Sa collègue, Hanane Essaydi, considère de son côté que le métier de chercheur est encore méconnu dans la société : « La figure de l'intellectuel africain est souvent tournée en dérision dans la littérature africaine. Il s'agit d'un être détaché du monde qui l'entoure, complètement désengagé et tenant des discours savants abscons dans la langue de l'ancien colonisateur, ce qui l'éloigne irrémédiablement des populations locales ». Or, selon Mehdi Alioua, enseignant chercheur à l'Université internationale de Rabat (UIR), intellectuels et populations locales doivent travailler de concert : « On ne peut pas créer une intelligentsia africaine sans investir dans la recherche » affirme-t-il. Tous les vrais changements arrivent par le haut, depuis une élite de pensée qui arrive à se connecter au reste de la société. Les savoirs et innovations se font par le bas mais la diffusion par le haut ». L'enseignant vient tout juste d'être nommé président de la chaire migrations, mobilités, cosmopolitisme de l'UIR dont le but est de produire une réflexion sur le monde et l'Afrique à partir de l'Afrique. D'accord avec ce discours, Patrice Correa tient quand même à nuancer : « Il faut éviter l'enfermement car la formation d'une intelligentsia africaine ne veut pas dire vivre dans un espace clos et penser le monde sans les autres. Les mobilités des élites scientifiques et de toutes les élites, et avec elle, la circulation des savoirs sont fondamentales pour ajuster les regards et faire ensemble le monde ».

Trouver de nouveaux modèles de financements

Les universitaires interrogés sont unanimes, l'État doit davantage s'investir dans cette mission. « La fonction publique n'est pas une garantie d'indépendance et d'autonomie sur le continent africain. Dans le cas du Maroc, il n'y a pas assez de capitaux publics pour financer les changements évoqués et le modèle de la société est à bout de souffle », explique Mehdi Alioua. « Pour que la recherche soit utile, les chercheurs doivent cesser d'être des agents passifs de l'ordre académique institué par l'État. Ils doivent recourir à d'autres sources de financement et de valorisation de la recherche via le secteur privé ou les bailleurs de fonds internationaux par exemple », complète Nadine Machikou.

C'est d'ailleurs ce modèle là que soutient Mehdi Alioua. L'UIR, comme d'autres universités reconnues au Maroc, fonctionne sur le modèle du partenariat public-privé. « Cela permet de mobiliser les capitaux privés sans faire de l'université un business puisque l'UIR est à but non lucratif. Le taux de retour sur l'investissement est très faible et l'UIR n'appartient pas à des individus donc ne peut être vendue », explique l'enseignant. Lorsque l'on s'inquiète du « modèle tout privé », Mehdi Alioua se dépêche de répondre : « Le privé n'est pas la solution miracle mais plutôt une solution intermédiaire pour le continent ».

La Russie est-elle un acteur clé en Afrique (09/01/2019) ?

By Kumar Malhotra BBC Reality Check

Les récentes activités de la Russie au Soudan et en République Centrafricaine (RCA) font l'objet de nombreuses interrogations.

Cela s'explique par le fait que, parallèlement au renouvellement des relations économiques, des hommes d'affaires russes, actifs dans le secteur de la sécurité, auraient opéré dans ces deux pays. Au Soudan notamment, où il y a eu récemment des manifestations antigouvernementales. La Russie s'intéresse de plus en plus à l'Afrique subsaharienne, avec laquelle elle développe des relations commerciales, sécuritaires et de défense. Que savons-nous des activités de la Russie en Afrique ? Quelle est leur ampleur ?

Des mercenaires russes ?

Depuis plusieurs semaines, des Soudanais protestent, dans les principales villes du Soudan, contre ce qu'ils considèrent comme une mauvaise gestion de leur économie nationale par le gouvernement. Dans cette atmosphère tendue, certains manifestants, ainsi que des médias, accusent des entrepreneurs russes d'aider ou de conseiller les forces de sécurité soudanaises. Une enquête menée l'année dernière par le service russophone de la BBC a révélé la présence de mercenaires russes au Soudan. Moscou a également noué des relations officielles en matière de sécurité avec le gouvernement de la RCA voisine, un pays en proie à des troubles d'ordre sécuritaire et soutenu par l'ONU.

Mais les spéculations sur les activités russes en RCA ont pris de l'ampleur en juillet dernier, après la mort de trois journalistes russes qui enquêtaient en territoire centrafricain sur des activités mercenaires. Moscou a récemment minimisé les rapports faisant état d'une présence massive de mercenaires russes en RCA. Mais certains analystes estiment que des hommes d'affaires russes jouent un rôle important - bien que non déclaré - dans les domaines où la Russie cherche à maintenir ou à étendre son influence. Et lors d'une conférence de presse en décembre, le président Vladimir Poutine, interrogé sur ces mercenaires, a déclaré qu'ils avaient le droit "de défendre leurs intérêts commerciaux dans tous les coins de la planète".

L'ex-Union soviétique fut un acteur important sur le continent africain - jusqu'à ce que son poids économique et politique diminue avec la fin de la guerre froide. Aujourd'hui, la Russie "cherche à rétablir et à renforcer sa présence sur le continent africain", selon Inna Andronova, de l'École supérieure d'économie de Moscou. Les exportations d'armes sont l'un des domaines d'intervention de la Russie en Afrique. Bien que certains de ses principaux marchés se situent en Asie, ses ventes à l'Afrique sont importantes et ne cessent d'augmenter. L'Algérie est son plus gros client sur le continent, selon des données fournies par l'Institut international de recherche sur la paix de Stockholm (SIPRI), en Suède. L'Égypte, qui a bénéficié pendant des années de l'aide militaire américaine, devient également un important client de la Russie. Mais les données du SIPRI sur les exportations d'armes montrent également qu'en 2016-2017, la Russie a reçu ou livré des commandes provenant de plusieurs pays africains : l'Angola, le Burkina

Faso, le Cameroun, la Guinée Equatoriale, le Ghana, le Mali, le Nigeria, le Soudan et le Soudan du Sud.

Il s'agit notamment des hélicoptères de transport et de combat, d'avions de combat et de systèmes de missiles sol-air. Dans de nombreux cas, les commandes ou les livraisons portent sur des équipements d'occasion, qui ont été restaurés. L'équipement militaire russe est relativement bon marché par rapport à celui des fournisseurs occidentaux, et il demeure assez robuste et fiable, ce qui peut le rendre attrayant pour les pays les plus pauvres.

La Russie a également des ambitions économiques claires en Afrique. Il lui manque des minéraux comme le manganèse, la bauxite et le chrome, qui sont importants pour son industrie. Rusal, une société russe de production d'aluminium, a commencé à exporter de la bauxite à partir des mines de la Guinée. Ces exportations représentent environ un quart de la production totale de Rusal.

La Russie s'intéresse également aux diamants. Sa compagnie nationale d'extraction de diamants, Alrosa, a signé un accord avec l'Angola en 2017. "Le gaz d'Afrique de l'Est est particulièrement intéressant pour elle. Et Rosneft (une société pétrolière russe) a ouvert un bureau au Mozambique, où il a obtenu deux concessions d'exploitation de gaz offshore", affirme Alex Vines, de Chatham House, un "think tank" international basé à Londres. Paul Stronski, chercheur à la Fondation Carnegie pour la paix internationale (États-Unis), croit que la Russie a plusieurs avantages à coopérer avec les pays africains riches en ressources naturelles.

"L'extraction de minerais, de pétrole, de gaz, etc., dans certaines parties de la Sibérie ou de l'Arctique, peut être coûteuse et compliquée", ajoute-t-il, estimant que cette situation peut emmener les sociétés russes à chercher "ailleurs". En 2018, la Russie a signé des accords avec l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie, pour renforcer ses relations économiques avec ces pays. Elle a également conclu un accord avec l'Érythrée en vue de la construction d'un centre commercial dans un port érythréen.

Mais dans le contexte mondial, le commerce russe avec l'Afrique a toujours été éclipsé par les relations commerciales de Moscou avec l'Europe, l'Asie et les États-Unis. Il est important de rappeler que d'autres économies émergentes comme la Chine, l'Inde et l'Indonésie ont aussi considérablement accru leurs échanges commerciaux avec l'Afrique durant ces dernières années. La Russie a donc intérêt à se positionner sur le commerce mondial en renforçant ses relations avec l'Afrique. "Dans des pays comme la République Centrafricaine - où la France est traditionnellement la puissance la plus influente -, sa présence est la preuve que la Russie peut agir dans des domaines que l'Occident considère comme sa sphère à lui", analyse Paul Stronski. La Russie a accueilli deux fois le président soudanais Omar el-Béchir, qui a été inculpé par la Cour pénale internationale (CPI) pour crimes de guerre.

Mais il y a des limites à ce que la Russie peut accomplir, selon certains analystes. Alex Vines, de Chatham House, rappelle que la Russie n'est plus l'Union soviétique. "Elle n'a pas les ressources nécessaires pour se déployer de manière significative en Afrique. Pour y arriver, la Russie cherchera des niches, comme la défense et l'extraction des

matières premières", dit-il. Néanmoins, le regain d'intérêt de la Russie n'est pas passé inaperçu. Annonçant une nouvelle stratégie pour l'Afrique en décembre dernier, les Etats-Unis ont dénoncé la "rapide expansion" de l'activité russe et chinoise en Afrique. La Russie développe ses relations économiques et politiques dans le continent africain "sans se soucier de l'Etat de droit ni d'une gouvernance responsable et transparente", déplore Washington.

Un examen des événements violents impliquant des groupes islamistes militants en Afrique en 2018 révèle les tendances suivantes (*African Center for Strategic studies*):

- L'activité des groupes islamistes militants en Afrique reste principalement concentrée sur quatre théâtres: la Somalie, le bassin du lac Tchad, le Sahel (centre du Mali et les zones frontalières) et l'Égypte. Cependant, le nombre de groupes actifs sur ces théâtres a augmenté, en grande partie à cause de l'éclatement de groupes plus larges. Treize pays africains font face à des attaques régulières de groupes islamistes militants, ce qui est à peu près équivalent à l'année précédente.
- Les décès rapportés liés aux événements des groupes islamistes militants ont diminué de 12%, pour atteindre 9 347 en 2018. Cela poursuit une tendance observée sur les trois dernières années et représente une chute de 50% par rapport au sommet de 18 728 enregistré en 2015. Ceci est principalement dû à une diminution du nombre de décès rapportés liés à Boko Haram (une baisse de 35%), ainsi qu' à Al Shabaab (baisse de 15%) et l'EI (baisse de 21%).
- En 2018, les activités violentes liées à Boko Haram ont diminué de 25% (444 événements contre 595 en 2017). Cependant, les événements liés à l'État islamique d'Afrique occidentale (ISWA), qui est né de la séparation de Boko Haram, ont plus que triplé (83 événements contre 27 en 2017). De même, le nombre de décès liés à ISWA a augmenté de près de 58%, pour atteindre 687. Ce chiffre est à comparer aux 2 052 morts violentes liées à Boko Haram en 2018.
- Al Shabaab a enregistré une baisse de 7% de son activité déclarée par rapport à 2017. Cependant, les 1 515 événements violents liés à Al Shabaab représentent toujours plus de trois fois le nombre associé au groupe le plus actif d'Afrique, Boko Haram. De même, les décès rapportés liés à Al Shabaab représentaient près de 42% de tous les décès signalés impliquant des groupes islamistes militants en Afrique en 2018 (3 955 sur 9 347). Parallèlement, les événements liés à l'État islamique en Somalie (ISS) sont passés de 34 en 2017 à 49 en 2018.
- Les affiliés sahéliens d'AQMI ont enregistré la plus forte augmentation d'activité en 2018. Le nombre d'événements violents liés à ces groupes a doublé: il est passé de 144 en 2017 à 322 en 2018. Le nombre de décès liés à leur activité a augmenté de plus des deux tiers: de 366 en 2017 à 611 en 2018. Entre-temps, 2018 a été témoin d'un élargissement rapide du théâtre des conflits dans cette région – du nord et du centre du Mali à certaines parties du Burkina Faso et du Niger. Au Burkina Faso, l'activité liée aux affiliés d'AQMI et à l'État islamique dans le Grand Sahara (ISGS) est passée de 24 à 136 en 2018. Au Niger, les événements violents liés aux mêmes acteurs sont passés de 5 à 29 en 2018.

- L'activité de l'EI en Afrique du Nord est restée à peu près équivalente à 2017. Les décès signalés liés à l'EI sont toutefois passés de 1 478 à 1 170 en 2018. La filiale de l'EI dans le Sinaï en Égypte représentait 82% de tous les actes de violence attribués à l'EI en Afrique (283 sur 344 événements).
- L'année 2018 a également vu l'amplification de l'activité islamiste militante dans le nord-est du Mozambique. Appelé par les locaux «al Shabaab», le groupe a été associé à 55 événements violents en 2018 et à 164 décès.

2 UNE REVUE DE PRESSE (DEFENSE) INTERNATIONALE

Corne de l'Afrique - 12/12/2018

La Commission européenne a adopté, le 12 décembre, onze nouveaux programmes d'aide en faveur des réfugiés et des personnes déplacées à l'intérieur de leur pays dans la région de la Corne de l'Afrique pour un montant total de 134 millions d'euros. Ces programmes sont financés par le Fonds fiduciaire d'urgence de l'UE pour l'Afrique, qui a été créé en 2015 en vue de remédier aux causes profondes de l'instabilité, des migrations irrégulières et des déplacements forcés. Les ressources allouées à ce fonds par les institutions européennes, les États membres de l'Union européenne (UE) et d'autres donateurs s'élèvent actuellement à 4,1 milliards d'euros.

RCA - 13/12/2018

Le Conseil de sécurité a renouvelé jusqu'au 15 novembre 2019 le mandat de la Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine (MINUSCA). En adoptant, la résolution 2448, les 15 membres du Conseil ont renforcé l'appui que la Mission fournit au processus politique dans le pays. La Chine et la Russie se sont abstenus lors du vote sur la résolution.

Selon cette résolution, l'objectif stratégique de la MINUSCA est d'aider à la création des conditions politiques, sécuritaires et institutionnelles permettant de « réduire durablement la présence de groupes armés et la menace qu'ils représentent en adoptant une approche globale et une position proactive et robuste ». La Mission onusienne se voit par ailleurs assignée trois tâches prioritaires, la première étant la protection des civils. La MINUSCA devra ainsi protéger la population civile placée sous la menace de violences physiques, « sans préjudice de la responsabilité principale des autorités centrafricaines », et, avec le concours de ces dernières, prendre des « mesures actives » pour anticiper, écarter et répondre efficacement à toute menace grave ou crédible à l'encontre de la population civile. Au titre de la seconde tâche prioritaire, - bons offices et appui au processus de paix -, la Mission devra, selon la résolution, renforcer son rôle à ce processus dans le cadre de sa participation à l'Initiative africaine, tout en favorisant un processus de paix « plus cohérent. » Elle devra offrir ses bons offices pour lutter contre les causes profondes du conflit et appuyer les efforts pour traiter de la justice transitionnelle. La troisième priorité de la MINUSCA sera la mise en place de « conditions de sûreté favorables à l'acheminement immédiat, complet, en toute sécurité et sans entrave de l'aide humanitaire ». La résolution autorise par ailleurs la Mission à fournir un appui à l'extension de l'autorité de l'État, au déploiement des forces de sécurité, et au maintien de l'intégrité territoriale. A cette fin, la Mission pourra fournir un « appui logistique limité » au redéploiement progressif d'un nombre limité d'unités des forces armées centrafricaines formées ou certifiées par la mission militaire de formation de l'Union européenne en République centrafricaine (EUTM-RCA), « sans que cela n'exacerbe les risques pour la stabilisation du pays, les civils, le processus politique, les soldats de la paix et son impartialité. » Enfin, la résolution prévoit que le Secrétaire général de l'ONU prendra toutes les mesures qui s'imposent pour s'assurer que la MINUSCA respecte pleinement la politique de tolérance zéro de l'ONU à l'égard de l'exploitation et des atteintes sexuelles. Les antécédents de tous les membres du personnel de la Mission devront notamment être vérifiés afin de s'assurer qu'ils n'ont eu

aucun comportement sexuel répréhensible. A noter que l'effectif maximal autorisé de la MINUSCA est fixé à 11.650 militaires, dont 480 observateurs militaires et officiers d'état-major, et 2.080 policiers, dont 400 policier hors unités constituées et 1.680 membres d'unités de police constituées, ainsi que 108 agents de l'administration pénitentiaire.

USA - Afrique - 14/12/2018

La nouvelle stratégie américaine pour l'Afrique a été dévoilée le 13 décembre à Washington. Elle a été présentée par John Bolton, conseiller national à la sécurité. L'administration américaine entend revoir l'aide qu'elle accorde au continent. Les financements seront désormais conditionnés par les résultats qu'ils permettent d'obtenir. Le conseiller à la sécurité nationale a également remis en cause les missions de maintien de la paix de l'ONU, en particulier celles qui s'étendent sur de nombreuses années. Il entend réévaluer le soutien américain à ces missions. Mais John Bolton a commencé par critiquer avec virulence l'attitude de la Chine et de la Russie en Afrique.

« La Chine a recours à des pots-de-vin, à des accords opaques et à l'utilisation stratégique de la dette pour maintenir les États d'Afrique captifs des exigences de Pékin », affirme John Bolton. Le conseiller américain à la sécurité nationale accuse aussi Moscou de corruption, rapporte notre correspondante à Washington, Anne Corpet. *« Les Russes échangent des ventes d'armes et d'énergie contre des votes aux Nations unies »,* assure John Bolton. *« Les pratiques prédatrices de la Chine et de la Russie freinent la croissance économique en Afrique, menacent l'indépendance financière des pays africains, entravent les possibilités d'investissement des États-Unis, entravent les opérations militaires américaines et constituent une menace importante pour la sécurité nationale des États-Unis. »* John Bolton a cité l'exemple de Djibouti où la Chine a établi une base militaire en 2017, non loin d'un camp militaire américain. Il a mis en garde contre un projet chinois de reprise du port de Djibouti, qui entraînerait, dit-il, un basculement du commerce maritime de la région en faveur de Pékin.

« Malheureusement, des milliards et des milliards de dollars de l'argent des contribuables américains n'ont pas produit les effets escomptés, a déclaré John Bolton. Ils n'ont pas mis fin au fléau du terrorisme, du radicalisme et de la violence. Ils n'ont pas empêché d'autres puissances, comme la Chine et la Russie, de profiter des États africains pour accroître leur propre pouvoir et leur influence. Et ils n'ont pas conduit à une gouvernance stable et transparente, à la viabilité économique et à un développement croissant dans toute la région. Désormais, les États-Unis ne toléreront plus ce modèle ancien de l'aide sans effet, de l'assistance sans obligation de rendre des comptes et du secours sans réforme.

Au lieu de cela, nous suivons une nouvelle voie, une voie qui, nous l'espérons, aboutira enfin à des résultats. Les Américains sont des gens généreux, mais nous insistons pour que notre argent soit utilisé à bon escient. Notre priorité est de veiller à ce que tous les fonds d'aide des États-Unis envoyés en Afrique soient utilisés de manière efficace et efficiente pour promouvoir la paix, la stabilité, l'indépendance et la prospérité dans la région. Cette administration ne permettra pas que l'argent durement gagné par les contribuables serve à financer des autocrates corrompus, qui l'utilisent pour remplir leurs coffres au détriment de leur peuple, ou commettent des violations flagrantes des droits de l'homme. »

« Malheureusement trop souvent aux Nations unies, établir et déployer une mission de maintien de la paix met fin à tout processus de réflexion créative, a poursuivi John Bolton. Les mandats sont renouvelés presque automatiquement, l'envoyé spécial des Nations unies

se déplace chaque année, fait un rapport et quasiment rien ne se passe. Je pense qu'il faut se concentrer sur la résolution des conflits pour assurer le succès de ces missions. Le succès n'est pas simplement la poursuite indéfinie d'une mission. Le Sahara occidental est mon exemple préféré parce que j'ai participé à l'élaboration du mandat de la force de l'ONU déployée sur place. 27 ans plus tard, le statut de ce territoire n'est toujours pas résolu. Honnêtement, 27 ans de déploiement de ces forces de maintien de la paix ! 27 ans et elles sont toujours là ! Comment peut-on justifier cela ? Est-ce qu'il n'y a pas un moyen de résoudre ce conflit ? Les ressources, le temps et l'attention que l'on consacre aux forces de maintien de la paix seraient beaucoup plus productifs s'ils étaient utilisés pour le développement et l'amélioration de la situation économique des gens de la région. Si l'on résout les conflits, on libère des ressources économiques et politiques pour d'autres finalités. Cela devrait être notre objectif. »

Ethiopie - 15/12/2018

On Thursday afternoon, five high level officers of the Ethiopian Military appeared before cameras in what was thought to be an unusual occasion for the media shy Ethiopian Defense Forces. It seemed more like an introduction to the public. The list of the military brass included the head of the Northern Command, Getachew Gudina (Maj. Gen.), head of the Defense Intelligence, Hassan Ibrahim (Leut. Gen.), Head of Special Operations, Molla Hailemariam (Leut. Gen.), head of the Western Command, Asrat Denero (Maj. Gen.) and head of the Eastern Command, Zewdu Belay (Maj. Gen.).

In a marathon press conference session held at the Defense Officers' Club located around Tor Hailoch, the officers dealt with two major subjects—the reform that the military is carrying out and the military's effort to bring about peace and security in the country.

The issue of reforming the military which came to the spotlight immediately following the appointment of Prime Minister Abiy Ahmed (PhD) has been a point of discussion among the public as the military was viewed as untouchable entity for so many years.

In his introductory briefing to journalists, Molla spoke about the so called structural gaps in the military establishment despite the proud accomplishments it has registered over the years. These gaps, Molla explained, would eventually start eroding its strength. Hence, the reform is targeted to address these structural gaps.

The reform focused on six core issues, according to the generals. The first one is to build a military that is obedient to the Constitution and free of political alignment; the second is to ensure allegiance to the rules and regulations of the military than individual interests; the third one has to do with strengthening the military through recruitment of capable personnel; the fourth is about the improvement of the armament which entails arming the military with modern and technologically advanced weapons enhancing operational success in all fronts; whereas the fifth and sixth focus areas include capacity building through training as well as ensuring accountability and transparency in the military.

To this effect, the military has prepared a short-and long-term road map which will begin with the amendment of the military proclamation as well as other laws including directives and regulations. The military has also restructured itself into naval, air, special operations and infantry force divisions. Consequently, the number of major commands in the military has decreased to four, consequently reducing the number of army divisions in Ethiopia's National Defense Force.

“The recent unusually high military activity observed in the country is due to this reconfiguration and the resultant movement from place to place. For instance, there was huge military presence at the Ethio-Eritrean border and a significant number was also located in the Eastern part of the country,” Molla said at the press conference.

Similarly, the military’s internal composition was also made to resemble the diversity of the country at large.

Adding that the reform is not an overnight task and reminding that it will rather take longer time, Hassan underscored that the current Ethiopian year is fully dedicated to the reform and in the years ahead they will focus on deepening the reforms for which the fundamentals have already been laid down. He also added that ensuring transparency and accountability, civilian and democratic oversight, as well as enabling the military to carry out operations effectively are the principles of the reform.

He also added that the reform process is largely based on the country’s national security policy and strategy which is also under revision now. He, however, defended the fact that the reform is not waiting for the revision of the strategy assuring the public that the reform would incorporate any feedback form the revision as it continue to deepen the changes.

In addition to its internal structures and capacity, the military is also preparing standards on how regional security forces will be made capable of implementing their tasks with the proper training as well as armament.

“It will be irrelevant if our reform does not go along with the regional security forces,” Molla said. “Because of the lack of standards, security forces in regions do not have consistent form and capability.”

In connection to this, the reform process is also working to provide clear definition as to what sort of security challenges constitute grounds for inviting the federal defense forces to restore peace and security in the regions.

Apart from this, integrating security intelligence institutions in the country and enabling better analysis of security issues both in the country and outside is another target of the reform. Mentioning that there are about seven security institutions in the country and that they are less integrated so far, Hassan said that their analysis and threat identification has not been complete and satisfactory, which the reform seeks to resolve.

Ethiopia - 15/12/2018

More than 60 military commandos who decided to march on Prime Minister Abiy Ahmed (PhD) and raise their issues regarding pay and benefits were sentenced to serve five to 14 years of imprisonment by the Martial Court of the Federal Defense Force. While the 66 out of the more than 200 military commandos were sentenced to imprisonment, the remaining were punished through administrative measures.

This was detailed in a statement given by the Ministry of Defense’s director of Martial Courts Mersha Areda (Col.), Defense Attorney Desalegn Daka (Maj.) and Defense Prosecutor Hailemariam Mammo (Cap.) at the Bella Cluster of the Military. The court proceedings unfolded in front of more than 500 attendants and the Defense media and the actions of these members of the military created rage among the other members of the military. Accordingly, the offenders were sentenced to five to 14 years of imprisonment at Tatek military prison.

Ethiopie - Décembre 2018

L'Ethiopie s'est dotée d'une garde républicaine, chargée principalement de la protection du Premier ministre, a rapporté la radio Fana, proche du pouvoir, six mois après l'explosion d'une grenade dans une foule venue écouter ce dernier. Cette garde républicaine nouvellement formée s'est entraînée ces six derniers mois à "*protéger les hauts responsables du gouvernement et leurs familles contre toute forme d'agression de la part de forces mal intentionnées*", a indiqué Fana sur son site internet. La protection de ces hauts responsables était jusqu'à présent assurée par d'anciens soldats d'élite et des membres des services secrets, qui ne formaient toutefois pas une force spécifiquement dédiée à cette tâche. L'établissement de cette garde républicaine fait suite à l'explosion d'une grenade, le 23 juin, au milieu d'une foule immense venue écouter le Premier ministre éthiopien Abiy Ahmed dans le centre d'Addis Abeba, faisant 1 mort et 150 blessés. Certains observateurs estiment que le Premier ministre, qui en était sorti indemne, était la cible de cette attaque.

Soudan - 28/12/2018

Vendredi 28 décembre, à la sortie d'une mosquée d'Omdourman, au Soudan, des centaines de fidèles se sont mis à scander les mots "Liberté, paix, justice" avant que des forces anti-émeutes interviennent et dispersent la foule. Depuis une dizaine de jours, les manifestations de ce type se multiplient dans le pays. À l'origine contre la hausse du prix du pain - multiplié par trois le 18 décembre - elles ont rapidement pris un tournant plus politique. Le Soudan connaît depuis plusieurs années une grave crise économique qui s'explique aussi par une mauvaise gestion de la part du gouvernement soudanais. Selon certains chercheurs, « le gouvernement soudanais dépense environ 70 % du budget national dans la défense et la sécurité » et la corruption est omniprésente au sein des institutions gouvernementales.

Mer Rouge - Décembre 2018

Des manœuvres intitulées *Red Wave 1* (Vague rouge 1) qui réunissent des commandos de six pays riverains de la mer Rouge ont commencé à proximité de Djeddah, en Arabie saoudite, a annoncé la chaîne de télévision Sky News Arabia. Selon le commandant en chef de la Marine saoudienne, Fahd ben Abdallah Al-Ghufaili, cité par la chaîne, les exercices de cinq jours engagent des unités spéciales et fusiliers marins djiboutiens, égyptiens, jordaniens, saoudiens, soudanais et yéménites. La Somalie y a envoyé des observateurs.

Pendant les manœuvres, les militaires des six pays s'entraîneront à coopérer en vue de garantir la sécurité de la navigation en mer Rouge, d'après le commandant qui n'a pas précisé le nombre des effectifs engagés. Il s'agit des premiers exercices militaires organisés depuis la création le 12 décembre d'une nouvelle alliance baptisée Organisation de la mer Rouge et du golfe d'Aden par l'Arabie Saoudite, l'Égypte, Djibouti, la Jordanie, le Yémen, la Somalie et le Soudan. La création de ce bloc, d'après l'agence Ecofin, a été annoncée à Riyad à l'issue d'une rencontre tenue entre les ministres des Affaires étrangères de ces pays en présence du souverain saoudien, le roi Salman ben Abdelaziz Al Saoud. Selon un communiqué du ministère saoudien des Affaires étrangères, la nouvelle organisation a aussi pour objectif de «protéger le commerce mondial et la navigation internationale dans le golfe d'Aden, tout en contribuant au renforcement de l'investissement et du développement dans les pays de la région ».

Océan Indien - Décembre 2018

A watershed for Indian Ocean security cooperation?

The appointment of a new government in the Maldives has been greeted by key regional powers as an important opportunity to strengthen Indian Ocean cooperation on maritime security and counter-terrorism initiatives. The opening of the UK's first embassy in the Maldives presents a unique opportunity for the two nations to increase cooperation on Indian Ocean and security issues. As the only diplomatic outpost of any Western country in the Maldives – a strategically located group of islands in the Indian Ocean with a population of only 400,000 – the embassy will provide a platform for the two countries to address shared interests and concerns on maritime security, as well as countering extremism and terrorism.

The timing of the UK's announcement of the new embassy was significant. It took place only 17 days after the inauguration of the newly elected president of the Maldives, Ibrahim Solih. Regional and global powers, including the UK, US and India, welcomed Solih's election victory as an opportunity to strengthen democratic institutions in the Maldives. The US and EU had threatened to impose sanctions on the previous government, led by the controversial president Abdulla Yameen, amid concerns about vote-rigging. Solih was the sole candidate fielded by the joint opposition, which united to defeat Yameen, by 58% to 42%. The country's complex new government consists of a four-party coalition led by Solih of the Maldivian Democratic Party (MDP). The leader of the MDP, Mohamed Nasheed – the Maldives' first democratically elected president who served in 2008–12 – only returned to the country from exile on 1 November. The ruling coalition also includes the party of former president Yameen's half-brother Maumoon Abdul Gayoom, who had ruled the Maldives as president for 30 years from 1978. The new government is re-assessing the level of the country's debt to China – estimated to range from US\$1.5 billion to US\$3bn – which amounts to up to 80% of the Maldives' foreign debt, giving Beijing immense leverage over its smaller partner. Beijing's multi-billion dollar investments in the island nation were predominantly signed by Yameen. The Solih administration is also planning an audit of the numerous Chinese projects in the Maldives. Solih is also considering pulling out of the Maldives–China free trade agreement, signed by Yameen in December 2017, due to the 'one-sided' level of trade between the two countries. China will nevertheless continue to have a significant presence in the Maldives during Solih's tenure. Its multi-billion dollar investments and delivery of infrastructure projects – including the China–Maldives Friendship Bridge connecting Hulhule Island to Malé – is unlikely to be matched by any other country. More tourists from China visit the Maldives than any other nation, making up 25% of the country's tourist industry. Other regional and global powers have, however, increased their engagement with the newly elected government, with high-level visits from the UK and US governments taking place just days after the election. India's Prime Minister Narendra Modi made his first visit to the Maldives for Solih's inauguration ceremony on 17 November. The UK has stated that its new embassy will reflect its role as a 'net security provider' in the Indian Ocean region – the first time that it has used this term to describe its security interests in the region. This will support the UK's role in working with regional partners to make 'the Indian Ocean more secure', as explained by Philip Barton, the UK Foreign and Commonwealth Office's Director General for Consular and Security, at the 2018 IISS Shangri-La Dialogue. This follows the re-opening of a British naval support facility in Bahrain in 2016, 50 years after the UK's withdrawal 'east of Suez'. The UK could work with the Maldives and India, which also seeks a role as a 'net security provider' in the region, on the joint delivery of public security goods. For example, there is an opportunity

for cooperation on maritime domain awareness (MDA) – the understanding of events occurring at sea, including ships and vessels near a country's waters. The Maldives would benefit from the provision of MDA training and capacity-building initiatives by the UK and India. There is also scope for cooperation with other extra-regional Indian Ocean powers, including the US and France, to ensure a more secure region.

The UK's new embassy also provides an opportunity for increased engagement with the new Maldivian government and India on countering extremism and terrorism. Taken on a per capita basis, more Maldivian nationals have joined the Islamic State than any other country – between 250 and 450. Social problems, including unemployment, as well as organised crime and gang violence in the island nation have contributed to the high levels of radicalisation. While there have not been any terrorist attacks carried out in the Maldives, India and the UK share concerns over potential attacks by returning foreign fighters on their respective nationals and interests both in the island nation and the wider region. More than 100,000 British nationals visit the Maldives every year. Regular dialogue between the countries, for example, through the establishment of joint working groups on counter-terrorism, can also help address concerns over radicalisation.

For the new Maldivian government, balancing its engagement with regional and global powers including the UK and India, along with China's presence in the island nation, will be its primary geopolitical challenge.

Rwanda - OIF - 03/01/2019

L'ancienne ministre rwandaise des Affaires étrangères Louise Mushikiwabo, élue secrétaire générale de l'Organisation internationale de la Francophonie (OIF) en octobre dernier, a officiellement pris ses fonctions le 3 janvier à l'issue d'une cérémonie de passation. Elle succède à la Canadienne Michaëlle Jean. Louise Mushikiwabo devient la quatrième secrétaire générale de la Francophonie, après Michaëlle Jean (2015-2018), le Sénégalais Abdou Diouf (2003-2014) et l'Égyptien Boutros Boutros-Ghali (1997-2002).

G5 Sahel - Décembre 2018

Le 6 décembre, à Nouakchott, en Mauritanie, les bailleurs de fonds et partenaires ont promis d'apporter une aide de 2,4 milliards d'euros pour le développement au G5 Sahel, qui regroupe le Burkina Faso, le Mali, la Mauritanie, le Niger et le Tchad, confrontés à la pauvreté et au terrorisme. Nombreux sont les sceptiques qui pensent que ces promesses de financement ne seront pas plus tenues que celles des 420 millions annoncés pour financer la force militaire conjointe. Mais il se pourrait que, cette fois, les engagements puissent être tenus, et ce avant 2021, horizon fixé pour la première phase du Programme d'investissements prioritaires (PIP) du G5 Sahel. Il existe en effet plusieurs raisons d'être optimiste.

1 – Cette première phase semble plus réaliste que l'empilement des programmes avancés dans un premier temps, dont l'addition avoisinait les 15 milliards d'euros. Là, 2,4 milliards d'euros seront répartis entre 40 projets. Parmi eux, la construction du chemin de fer entre Nouakchott et N'Djamena et la création d'une compagnie aérienne commune aux pays du G5 Sahel, très symboliques mais à risque, ne sont financés que pour leur étude de faisabilité.

2 – La mobilisation des financements devrait être facile. Une partie de l'argent est déjà là. Sur les quelque 9 milliards d'euros constituant les projets portés en décembre 2018 par l'Alliance Sahel et ses douze membres (Allemagne, Danemark, Espagne, France, Royaume-Uni, Italie, Luxembourg, Pays-Bas, Union européenne, BAD, Banque mondiale et Pnud), 6 milliards sont d'ores et déjà disponibles. Les gros contributeurs que sont la Banque mondiale, l'UE et la BAD sont rassurés par la détermination de leurs partenaires au sein de cette alliance. Ils ne devraient pas rechigner à débloquer les fonds nécessaires. Et puis, pour une fois, les pays du G5 Sahel ont décidé d'apporter leur contribution à hauteur de 13 % du Programme d'investissements prioritaires (PIP)

3 – L'Alliance Sahel va coordonner les apports de ses douze membres. Chacun choisira les projets qu'il compte soutenir, mais s'entendra avec ses partenaires pour optimiser l'investissement. Par exemple, dans le cadre d'un Programme de développement d'urgence (PDU) souhaité par les chefs d'État du G5 dans la région mauritanienne des Hodh, l'Allemagne et la France travailleront ensemble sur l'approvisionnement en eau potable et l'assainissement, tandis que l'UE tentera de renforcer la résilience des populations concernées. Et dans la région de Liptako-Gourma, à cheval sur le Burkina Faso, le Mali et le Niger, l'Allemagne et le Danemark s'associeront pour prévenir les conflits entre pasteurs et cultivateurs.

4 – Les 40 projets retenus semblent bien hiérarchisés. Évitant les saupoudrages, ils ciblent les zones frontalières où les troubles ou les risques de trouble sont réels : les Hodh mauritaniens, le centre du Mali, le nord du Burkina Faso, les régions de Tillabéri et de Tahoua, au Niger, le lac Tchad et le Kanem.

Les projets sont souvent de petite taille, donc vite réalisables. Même les infrastructures dotées de l'enveloppe la plus importante (1,2 milliard d'euros) ne cèdent pas au gigantisme. Il s'agira de bitumage de routes, de construction de pont ou d'aérodrome, d'électrification rurale ou de couverture GSM et internet des zones qui en sont privées.

Leurs effets devraient être rapides, car les dossiers sont bouclés et ciblent le quotidien des populations, souvent avec le concours d'ONG locales. Ils visent, entre autres, à soutenir la justice et l'État de droit (43 millions d'euros), l'autonomisation des jeunes dans les zones affectées par les conflits et la migration (12 millions), et à renforcer la résilience des jeunes et des petits exploitants agricoles grâce à une agriculture climato-intelligente (23 millions). Un comité de suivi est d'ailleurs chargé de s'assurer de la bonne marche du programme, car de la rapidité de son exécution dépend un regain d'espérance dans ces contrées arides et isolées.

Chine - G5 Sahel - Janvier 2019

La Chine confirme son engagement à soutenir le G5 Sahel à travers un premier chèque de 300 millions de yuans soit quelques 26 milliards FCFA. L'annonce a été faite ce vendredi 4 janvier à Ouagadougou par le chef de la diplomatie chinoise, Wang Yi, qui

effectue une nouvelle tournée en Afrique. L'enveloppe sera destinée à la force militaire conjointe (FC G5 Sahel) et la Chine a promis d'autres appuis en matériels et équipements destinés à la lutte contre le terrorisme. En plus de cette enveloppe destinée à la force militaire, le chef de la diplomatie burkinabé a annoncé des appuis en matériel et équipements militaires, déjà en cours de route selon Wang Yi, ainsi qu'un soutien financier de 1,5 millions de dollars soit plus de 800 millions Fcfa au secrétariat permanent du G5 Sahel. Ce soutien financier de la Chine, annoncé comme le premier d'une série d'appui en cash et en matériels, est une véritable bouffée d'oxygène pour les pays du G5 Sahel. Malgré les promesses de financement de plus de 420 millions d'euros pour l'opérationnalisation de la force militaire conjointement, le décaissement n'a pas suivi. C'est ce qu'a expliqué, en décembre dernier, le président en exercice de l'organisation, le président nigérian Mahamadou Issoufou, qui a toutefois indiqué que les premières actions d'envergures de la FC G5 Sahel démarreront au premier trimestre de la nouvelle année, malgré la faible des moyens notamment financement.

Diego Garcia : l'atoll loué... des dieux - 09 janvier 2019

Une terre en location

Dédié à la production de coprah et ancien relais sur la route entre l'Europe et l'Australie dans l'océan Indien, cet atoll au sein de l'archipel des Chagos (une île de 25 km² et 3 îlots) accueille une base militaire aéronavale américaine, louée aux Anglais en 1966 (bail renouvelé en 2016 jusqu'en 2036). À l'occasion, Diego Garcia a été promu territoire britannique d'outre-mer alors que l'île Maurice devenait indépendante et que les Chagos voyaient leurs habitants (d'ascendance africaine) déplacés vers les Seychelles et Maurice.

Une base militaire américaine stratégique

Elle a été construite à partir de 1971 pour contrôler les routes maritimes, notamment celles des hydrocarbures. Elle accueille les porte-avions de la Ve flotte navale et des sous-marins nucléaires, est un point d'appui du système américain de surveillance Echelon et abrite une flotte de bombardiers. 1 700 militaires et 1 500 civils d'origine américaine, mauricienne, sri lankaise et philippine y travaillent sous contrat.

Un sujet de contentieux avec l'Île Maurice

*"L'île de Diego Garcia sera rendue à Maurice lorsqu'elle ne sera plus utile en tant que base. [...] Il n'y a aucune limite dans le temps".
Margaret Thatcher à son homologue mauricien*

L'île Maurice réclame le retour des Chagos et menace régulièrement de porter cette affaire devant la Cour internationale de justice, sans succès jusqu'ici. Une décision de la *Permanent Court of Arbitration* sur la Convention sur le droit de la mer, (mai 2014) est pourtant venue conforter Maurice dans ses droits : les droits de Maurice sur les eaux territoriales, les droits de pêche et d'exploitation des fonds marins des Chagos y ont été validés.

Actualité

L'île Maurice a revendiqué devant la Cour internationale de justice (CIJ) de La Haye, sa souveraineté sur les îles Chagos, le 3 septembre 2018, prétextant une décolonisation inachevée depuis 1965.

USA - Somalie - Janvier 2019

L'armée américaine a tué 52 islamistes somaliens au cours de frappes aériennes à la suite d'une attaque de combattants shebab contre une base militaire somalienne dans le sud du pays, selon un communiqué du commandement américain en Afrique.

Frappes aériennes. Les frappes aériennes ont été menées "en réponse à une attaque par un important groupe de shebab somaliens contre des forces nationales somaliennes. Ces frappes aériennes ont tué 52 combattants", affirme le communiqué. Auparavant, au moins huit soldats somaliens avaient été tués samedi matin par des combattants shebab dans l'attaque de leur camp à la périphérie de Kismayo, ville portuaire du sud, selon des responsables militaires et des chefs locaux.

Attaques terroristes. Les combattants islamistes, lourdement armés, avaient lancé à l'aube leur attaque, suivie d'un échange de tirs qui a duré plusieurs heures. "Les terroristes ont attaqué la base militaire de Bulogagdud à l'aide d'armes lourdes et d'explosifs, l'armée somalienne et les forces du Jubaland ont résisté à l'ennemi avant de battre en retraite", a déclaré par téléphone à l'AFP Mohamed Abdikarin, un responsable militaire somalien. "Six soldats ont été tués au cours de l'attaque et deux autres sont morts après l'explosion d'un véhicule piégé lorsque les forces ont repris le contrôle de leur base", a-t-il ajouté. "Les shebab ont pris le contrôle de la base et ont tout pillé, ils ont mis le feu aux dépôts d'armes et pris un véhicule militaire. Il y a eu deux hélicoptères qui ont effectué des frappes aériennes pendant l'attaque", a raconté à l'AFP Hassan Rashid, un chef traditionnel d'un village voisin.

Guérilla et attentats-suicides. L'armée américaine a intensifié ses frappes aériennes contre les combattants islamistes depuis 2017. Les shebab ont revendiqué l'attaque, affirmant avoir tué 42 soldats somaliens. Chassés de Mogadiscio en 2011, les shebab ont ensuite perdu l'essentiel de leurs bastions. Mais ils contrôlent toujours de vastes zones rurales d'où ils mènent des opérations de guérilla et des attentats-suicides y compris dans la capitale, contre des objectifs gouvernementaux, sécuritaires ou civils. Ils ont juré la perte du gouvernement somalien, soutenu par la communauté internationale et par les 20.000 hommes de l'Amisom. Ils ont revendiqué l'attaque mardi d'un complexe hôtelier dans Nairobi, qui a tué 21 personnes et blessé 28 autres.

Israël - Tchad - Janvier 2019

« Je suis là pour formellement rétablir nos relations diplomatiques avec le Tchad », a déclaré Benjamin Netanyahu au cours d'un point de presse tenu avec le président tchadien Idris Deby Itno à l'issue de leurs entretiens. Le Premier ministre israélien a affirmé que « le Tchad est un pays très important pour Israël, car le futur de l'Afrique dépend du futur du Sahel », région en proie aux activités violentes et aux attaques de plusieurs groupes djihadistes. « Ce qui se passe ici influence tout ce qui se passe dans le monde », a-t-il affirmé, en précisant que sa visite à N'Djamena était « historique », la

première d'un Premier ministre israélien, selon lui. Il s'est réjoui d'être accueilli « avec respect » au Tchad, pays à large majorité musulmane, « tout comme nous avons accueilli le président Déby avec respect en Israël » en novembre 2018. Selon lui, « Israël fait des avancées dans le monde islamique (..) résultat d'efforts considérables ces dernières années », en dépit de « ceux qui essaient de saboter » ces avancées, « sans succès ».

Netanyahu est engagé dans une campagne active pour nouer ou renouer des liens, y compris en Afrique, avec des pays refusant de reconnaître Israël ou ayant pris leurs distances à cause du conflit avec les Palestiniens. Il a précisé qu'en deux ans c'était sa quatrième visite sur le continent africain. Le président Déby a tenu à déclarer qu'« en dépit de cette reprise des relations, le Tchad reste attaché au processus de paix entre Israël et la Palestine ». « Je réitère mon appel à l'État d'Israël et à l'État de Palestine à privilégier le dialogue et les négociations en vue d'une paix durable entre les deux parties conformément aux résolutions des Nations unies », a-t-il ajouté. Les deux dirigeants et leurs délégations ont signé à N'Djamena plusieurs protocoles d'accord de coopération, en particulier dans le secteur de la défense et de la sécurité, mais aucun détail n'a été divulgué sur son contenu.

En novembre, Benjamin Netanyahu et Idriss Déby avaient refusé de dire si leurs discussions incluaient des accords d'armement. Pour faire face à des rébellions dans le nord et l'est du pays, l'armée tchadienne et l'Agence nationale du renseignement se sont équipées de matériels militaires israéliens, selon des sources sécuritaires tchadiennes.

Le Tchad est l'un des principaux Etats africains engagés dans la lutte contre les organisations jihadistes Boko Haram et Etat islamique dans la bande sahélo-saharienne et en Afrique de l'Ouest. Il fait partie de la Force multinationale mixte (MNJTF), regroupant également des militaires du Nigeria, du Niger, du Bénin et du Cameroun, fer de lance des pays de la région contre Boko Haram. Le Tchad appartient également au G5-Sahel qui regroupe à ses côtés la Mauritanie, le Mali, le Niger et le Burkina Faso pour combattre les groupes armés jihadistes dans la bande sahélo-saharienne. Soutenu par les pays occidentaux dont la France et les Etats-Unis, il a payé et continue à payer un lourd tribut à cette lutte contre les groupes jihadistes armés. Dimanche encore, au moins huit soldats tchadiens de la mission de l'ONU au Mali (Minusma) ont été tués dans une attaque dans le nord-est de ce pays. La pression des nations africaines musulmanes, accentuée par les guerres israélo-arabes de 1967 et de 1973, ont conduit un certain nombre d'Etats africains à rompre avec l'Etat hébreu. Mais ces dernières années, Israël s'est activé pour offrir des perspectives de coopération dans des domaines allant de la sécurité à la technologie, en passant par l'agriculture, afin de développer ses relations sur le continent africain.

Somalie - 25 janvier 2019

La Mission de l'Union africaine en Somalie (AMISOM) cherche à réorganiser ses forces et l'Armée nationale somalienne (SNA) avant le retrait, le mois prochain, de mille soldats du contingent burundais.

Le représentant spécial du président de la Commission de l'Union africaine pour la Somalie, Francisco Madeira, a dit qu'il était crucial que les forces alliées mènent des opérations militaires conjointes pour éliminer les terroristes du groupe Al-Shebab du pays de la Corne de l'Afrique.

"La transition, c'est soutenir les institutions de la gouvernance de manière efficace et énergique afin d'assurer la paix et la sécurité en Somalie," a déclaré M. Madeira lors d'une réunion sur la sécurité à Mogadiscio, selon un communiqué de l'Union africaine publié jeudi. "Il est important pour l'AMISOM et la SNA de mener des opérations militaires conjointes visant à éliminer les terroristes d'Al-Shebab," a souligné M. Madeira lors d'une réunion organisée pour débattre des modalités de la mise en œuvre du Concept des Opérations de l'AMISOM (CONOPS), le cadre de la stratégie de sortie de l'AMISOM. Le CONOPS, qui a pour objet de fournir une structure aux opérations de l'AMISOM de 2018 à 2021, constitue un cadre efficace pour la mise en œuvre de la transition graduelle et du retrait définitif de la Somalie des forces de l'Union africaine.

L'envoyé de l'Union africaine a fait remarquer que la transition est en cours, et a évoqué la transmission du Stade national de Mogadiscio en août 2018 ainsi que les préparatifs en cours, par l'AMISOM, pour céder le contrôle de la Jaalle Siyaad Military Academy, à Mogadiscio, aux forces de sécurité somaliennes, d'ici fin février.

Russie - Afrique - Janvier 2019

Petit à petit, la Russie fait son chemin en Afrique. Mercredi 23 janvier, Moscou a confirmé la présence d'entreprises de sécurité russes au Soudan. Plus que jamais, le continent est dans le viseur des intérêts de la Russie. "Selon nos informations, des représentants d'entreprise russe de sécurité privée, n'ayant rien à voir avec l'État, opèrent bien au Soudan", a confirmé Maria Zakharova, porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères lors d'une conférence de presse.

La porte-parole répondait aux allégations de médias britanniques, notamment le Times, qui affirme que des mercenaires russes aident à la répression des manifestants soudanais, qui réclament le départ du président Omar el-Béchir, au pouvoir depuis 30 ans. "L'objectif [de ces entreprises de sécurité] se limite à entraîner les militaires et forces de l'ordre de la République du Soudan", a-t-elle souhaité clarifié. Le Soudan n'est pas le seul pays où des sociétés militaires privées russes avancent leurs pions. En Centrafrique, la situation commence à préoccuper la diplomatie française. Le 23 janvier dernier, Le ministre français des Affaires étrangères, Jean-Yves Le Drian, s'est inquiété devant la commission des Affaires étrangères, de la Défense et des forces armées du Sénat d'"une présence active de la Russie, récente, significative, antifrançaise". Pour le chef du Quai d'Orsay, les Russes sont représentés sur place "en grande partie par la force Wagner. C'est-à-dire, ce n'est pas vraiment l'armée, mais des supplétifs".

Le groupe Wagner n'a pas d'existence légale, les sociétés militaires privées étant officiellement interdites en Russie. Sa réputation est pour le moins sulfureuse. En juillet 2018, trois journalistes, Orkhan Dzhemal, Alexander Rastorguev et Kirill Radchenko, ont été assassinés en Centrafrique alors qu'ils étaient accompagnés d'un chauffeur lié au groupe Wagner. Le Centre de gestion des investigations qui les employait estime qu'ils ont été tués en raison de leur enquête sur les mercenaires russes. Moscou retorque qu'il s'agit d'un braquage qui a mal tourné.

Selon les autorités russes, un total de 175 experts militaires, dont cinq instructeurs, sont bien présents en Centrafrique, à la demande de la présidence centrafricaine, dépassée par les agissements de nombreux groupes armés. "Les spécialistes militaires russes ne participent pas aux combats, ils ne s'occupent que de formation", précise Maria Zakharova, cité par Russia Today France. Preuve de l'entente, la ministre de la Défense centrafricaine, Marie-Noëlle Koyara, a invité la Russie, le 10 janvier, à ouvrir une base militaire dans le pays, déchiré par la guerre civile. L'offensive "sécurito-commerciale" ne se limite pas à ces deux États. En témoigne la présence de Rosobonexport, l'agence russe d'exportation d'armes créée par un décret de Vladimir Poutine en 2001, au Salon international sur la sécurité et la défense "Shield Africa 2019" qui s'est tenu à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 22 au 24 janvier. La présence de l'entité russe a été annoncée par un communiqué au titre évocateur : "Make Africa safe" (Rendre l'Afrique plus sûr).

"2019 devrait devenir 'l'année de l'Afrique' pour la coopération militaro-technique de la Russie", se réjouit, Alexandre Mikheiev, directeur général. Il assure "travailler avec succès" avec le G5 du Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) et la Communauté de développement de l'Afrique australe.

L'expansion des sociétés de sécurité privées russes sur le continent s'accompagne d'une offensive diplomatique de la part du Kremlin. En mars 2018, le ministre des Affaires étrangères, Sergueï Lavrov, avait effectué une grande tournée en Afrique australe et centrale. Il avait successivement visité l'Angola, la Namibie, le Mozambique, le Zimbabwe et l'Éthiopie. Peu après, Vladimir Poutine a annoncé l'annulation de 20 milliards de dollars de dettes contractées par des pays africains auprès de Moscou. Puis des accords militaires ont été conclus avec la RD Congo, l'Éthiopie, et le Mozambique.

Dès 2016, cette stratégie d'influence avait été théorisée dans un document de politique extérieure, relève Le Monde : "La Russie élargira sa coopération avec les États africains sur une base bilatérale et multilatérale (...) en développant des relations économiques et commerciales mutuellement bénéfiques, en instaurant une coopération globale, et en contribuant à prévenir les conflits régionaux et les situations de crise ainsi que les règlements post-conflit en Afrique."

Pour sa première tournée de 2019, c'est le Maghreb et plus précisément l'Algérie, le Maroc et la Tunisie que Sergueï Lavrov a choisi, une première depuis près de 14 ans.

Selon Le Temps, Moscou s'appuie largement sur le crédit obtenu grâce à son soutien actif à Bachar al-Assad en Syrie. Alliée du dirigeant syrien envers et contre tout, la Russie est apparue en mesure d'apporter une solution sécuritaire aux pouvoirs en place contre les oppositions armées (ou terroristes), en contraste avec des Occidentaux qui ne feraient que déstabiliser la situation (Irak, Libye).

Cette vision du monde séduit un nombre croissant d'hommes d'État, frappés par les destins opposés de Bachar al-Assad et de Mouammar Kadhafi et pas seulement en Afrique : selon Reuters, un groupe d'agents de sécurité privée russe seraient arrivés au Venezuela pour renforcer la sécurité de son président, Nicolas Maduro.

Soudan - Russie - 29 janvier 2019

Des « instructeurs militaires » russes sont bien présents au Soudan aux côtés des forces gouvernementales et du président Omar el-Béchar, a confirmé le Kremlin, sans donner plus de précisions. Il refuse de commenter les informations selon lesquelles des mercenaires russes auraient participé à la répression des manifestations qui agitent le Soudan depuis plusieurs semaines. « *Des instructeurs travaillent en effet au Soudan et cela depuis un certain temps* ». Cette petite phrase lâchée par le porte-parole du Kremlin vient confirmer, très officiellement, une présence que la Russie considère comme parfaitement légitime. Mais Dmitri Peskov refuse d'en dire plus, de préciser le nombre de ces instructeurs, et surtout le rôle qui leur est dévolu.

De son côté, le ministère russe des Affaires étrangères parle d'instructeurs gouvernementaux et privés, ce qui revient à reconnaître la présence de mercenaires au Soudan. Mais leur rôle, assure Moscou, se limite à la « *formation du personnel militaire et des forces de l'ordre du Soudan* » : pas question de reconnaître un rôle quelconque dans la répression des manifestations antigouvernementales par les autorités soudanaises.

La semaine dernière, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères, Maria Zakharova, avait ainsi qualifié « *d'irresponsable* » un article du journal britannique *The Times* qui s'interrogeait sur le rôle joué par les mercenaires russes dans cette répression.

Sahara occidental - Janvier 2019

L'émissaire de l'ONU pour le Sahara occidental, Horst Kohler, va rencontrer en février les quatre parties au conflit et convoquer en mars une nouvelle table ronde, après la reprise d'un dialogue multilatéral en décembre jugé encourageant par tous comme par le Conseil de sécurité. La première rencontre quadripartite - Maroc, Polisario, Algérie, Mauritanie - a été "très positive" et "l'environnement est bon", ont commenté mardi les ambassadeurs sud-africain, Jerry Matthews Matjila, et français, François Delattre, après une session à huis clos de la plus haute instance de l'ONU au cours de laquelle l'émissaire onusien a rendu compte de ses travaux. Nouveau membre non-permanent depuis le 1er janvier, l'Afrique du Sud soutient les revendications de référendum et d'indépendance du Front Polisario, avec lequel elle entretient des relations diplomatiques. La France appuie de son côté la position du Maroc qui refuse tout référendum et toute autre solution pour le Sahara occidental qu'une autonomie sous souveraineté marocaine. Lors des consultations du Conseil, selon des diplomates, l'émissaire de l'ONU a indiqué vouloir organiser la prochaine table ronde en mars, mais n'a précisé ni la date ni le lieu.

A l'occasion d'une rencontre mardi avec quelques journalistes, dont l'AFP, le représentant diplomatique du Polisario à l'ONU, Sidi Omar, a regretté que le Maroc n'ait pas répondu favorablement en décembre à des offres de "mesures de confiance" (libération de prisonniers, ouverture de l'accès au Sahara à des observateurs et des organisations de défense des droits de l'Homme...). "Pour nous, c'est un signe de manque d'intérêt et un manque de volonté d'aller de l'avant", a-t-il dit. "Nous souhaitons voir des progrès rapides avec cette nouvelle dynamique" créée par l'unité du Conseil de sécurité et "l'excellent travail jusqu'à présent" de Horst Kohler dans "un processus qui n'est pas facile", a-t-il ajouté. L'émissaire de l'ONU "est très prudent dans son approche, ne veut

perdre personne en route", a expliqué à des journalistes l'ambassadeur allemand à l'ONU, Christoph Heusgen, à propos de l'ancien président de l'Allemagne.

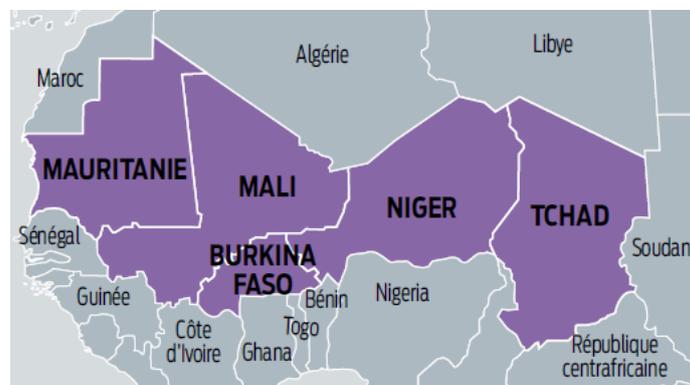
"Ce qu'il nous faut maintenant, c'est réaliser des progrès" et Horst Kohler dispose d'un large soutien au Conseil pour des "mesures de confiance: déminage, réunion des familles dispersées", a ajouté le diplomate allemand. Les discussions début décembre à Genève étaient les premières depuis six ans. Selon plusieurs diplomates, à la différence de précédentes négociations, elles se sont déroulées dans une "très bonne atmosphère", "un très bon climat", une "grande cordialité", "chacun écoutant l'autre". Des rires ont même parfois fusé lors d'échanges. Les repas en commun, notamment une fondue suisse, ont marqué plusieurs participants. Le Polisario a proclamé en 1976 une République arabe sahraouie démocratique (RASD) avec le soutien de l'Algérie et de la Libye, milite. Le Maroc contrôle dans les faits 80% de ce territoire désertique de 266.000 km². L'ONU maintient dans la région une force de Casques bleus, la Mission des Nations unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental (Minurso) qui garantit un cessez-le-feu depuis 1991 entre Maroc et Polisario.

RCA - Janvier 2019

Le Conseil de sécurité des Nations Unies a décidé de proroger jusqu'au 31 janvier 2020 l'embargo sur les armes imposé à la République centrafricaine (RCA), ainsi que l'interdiction de voyager et le gel des avoirs infligés aux personnes ou entités désignées par son comité des sanctions

Sahel - Janvier 2019

La menace terroriste a amené la France à s'impliquer militairement au Sahel. Ses partenaires européens, plus préoccupés par les flux migratoires, la suivent peu sur ce terrain. A la faveur des révolutions arabes de 2011, les groupes jihadistes, que ces soulèvements porteurs de revendications démocratiques avaient d'abord paru éclipser, ont rapidement pris leur revanche : le renversement du régime policier de la Tunisie, puis l'implosion de la Libye leur ont offert un champ des possibles inattendu au Sahel, mais aussi en Afrique subsaharienne avec la chute du régime de Blaise Compaoré au Burkina Faso en 2014. Un foisonnement de groupes jihadistes affiliés à al-Qaïda ou à Daech s'est déployé du Sahara algérien à l'Afrique de l'Ouest et dans le lac Tchad. Ils ambitionnent de détruire les Etats-nations issus de la colonisation, d'édifier des émirats islamiques et, à terme, de restaurer le califat sur l'ensemble du monde musulman.



Si l'Europe est confrontée à des attaques terroristes sporadiques de la mouvance jihadiste, l'Afrique subsaharienne subit les affres d'une violence terroriste permanente¹. Car ces groupes mesurent très bien les opportunités que leur offrent des pays où des communautés négligées par l'Etat éprouvent un sentiment de marginalisation qui pousse certains de leurs membres à voir dans le jihadisme le vecteur de leurs revendications. Ce vivier est d'autant plus porteur que la démographie offre une réserve inépuisable de combattants. Face à la violence, les armées nationales des Etats de l'Afrique subsaharienne sont faibles. Elles demeurent dans l'incapacité de résister sur le terrain à la guerre d'usure des groupes jihadistes sans un soutien international, en raison notamment de l'immensité des territoires qu'elles doivent défendre.

Racines sociales

C'est dans ce contexte que s'est d'abord inscrite l'opération Serval (janvier 2013-juillet 2014), l'intervention militaire de la France au Mali, pour chasser les différents mouvements jihadistes qui s'étaient emparés des grandes villes du Nord au printemps 2012. Et depuis août 2014, l'opération Barkhane, qui vise à favoriser l'appropriation par les pays partenaires du G5 Sahel (Burkina Faso, Mali, Mauritanie, Niger, Tchad) de la lutte contre les groupes terroristes. Barkhane compte actuellement un effectif de 4 500 militaires français. Quant au G5 Sahel, il devrait à terme être capable de mobiliser 5 000 soldats, mais pour l'heure moins d'un quart des quelque 400 millions d'euros promis pour l'équiper ont été déboursés.

Si Serval a rempli son objectif immédiat dans la mesure où les villes de Kidal, Gao et Tombouctou ont été rapidement reprises, l'issue de Barkhane est encore incertaine. Les groupes jihadistes continuent en effet de mener des attaques au Mali, mais aussi dans les pays voisins (Niger, Burkina Faso). Pourtant, dès 2016, Jean-Yves Le Drian, alors ministre de la Défense, dressait un bilan positif de l'opération : *"Le Mali a retrouvé un processus démocratique. Assez globalement, les groupes terroristes ont fait l'objet d'un repli, même s'il y a là ce qu'on pourrait appeler des "métastases".*" Ainsi analysés comme un cancer, les groupes jihadistes gangrènent des territoires certes, mais ne sont plus en capacité de provoquer la "mort" du pays, selon le ministre français. Ainsi, la violence des jihadistes n'est pas analysée comme l'expression de problèmes socio-économiques dans les pays africains, mais comme l'aboutissement d'une idéologie porteuse de projets de destruction de la démocratie et de la liberté d'expression.

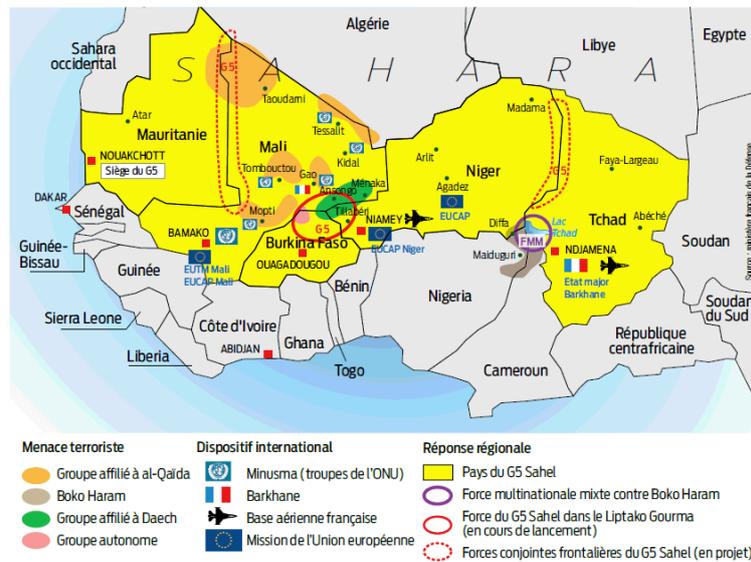
Selon les documents officiels français, la stratégie de Paris au Sahel *"repose sur une approche globale (politique, sécuritaire et de développement) dont le volet militaire est porté par l'opération Barkhane"*². Mais cette stratégie soulève de nombreuses interrogations. Son financement pour le G5 Sahel, d'abord, qui reste difficile à réunir. Sa pertinence, ensuite : peut-on vaincre "le terrorisme islamiste" ? N'y a-t-il pas un risque de guerre sans fin dans une région considérée comme l'une des plus pauvres du monde ? Sa compréhension, enfin, par les partenaires de la France. En Afrique, Paris a en effet besoin d'un allié militaire régional qui connaisse le terrain et dont la présence à ses côtés légitime sa propre action. En 2013, François Hollande avait espéré en vain que l'Algérie jouerait ce rôle. A défaut, c'est le Tchad d'Idriss Déby qui est devenu depuis lors l'allié opérationnel de la France.

Les calculs du Maghreb

Par ailleurs, la France présente volontiers sa lutte contre le terrorisme islamiste comme une action défensive pour l'ensemble de l'Europe. En pratique cependant, ses partenaires de l'Union européenne ne s'investissent pas suffisamment dans cette guerre, ce qui expose la France à incarner seule, du moins en Afrique, la figure de l'ennemi pour les groupes jihadistes et les populations sensibles à leur rhétorique anticoloniale.

Vus d'Allemagne ou d'Italie en effet, les problèmes migratoires semblent aujourd'hui plus importants que le terrorisme et requièrent d'autres méthodes et d'autres alliés que l'action militaire. Jusqu'aux printemps arabes, l'Union européenne a vécu dans l'illusion qu'en Afrique du Nord, sa politique de voisinage (PEV) - laquelle vise à définir ses relations avec les pays qui n'ont pas vocation à l'intégrer - suffirait à contenir les flux migratoires sur la rive sud de la Méditerranée. Mais l'implosion de la Libye en 2011 a transformé ce territoire en zone de transit vers l'Italie pour des centaines de milliers d'Africains.

Les forces en présence au Sahel



Cet afflux a montré qu'en réalité, jusque-là, bien plus que la politique de voisinage, c'étaient les arrangements bilatéraux entre l'Italie et la Libye qui faisaient office de rempart. Lorsque Rome lui offrait les compensations qu'il souhaitait, le régime de Kadhafi, sur le territoire duquel vivaient plus de deux millions d'Africains subsahariens, bloquait le passage de ceux qui essayaient de partir vers l'Europe. Les réseaux de passeurs étaient directement contrôlés par les comités révolutionnaires, véritables piliers du régime. Le renversement du colonel Kadhafi par une coalition emmenée par la France et le Royaume-Uni avec le soutien de l'Otan, suivi de l'abandon du pays à ses problèmes, ont fait voler en éclats ce dispositif que les pays européens peinent aujourd'hui à rétablir, vu le chaos politique et sécuritaire qui règne en Libye.

Outre l'accélération des flux migratoires, la désintégration de la Libye a provoqué un nouveau déploiement au Sahel des deux puissances régionales : l'Algérie et le Maroc. Ces deux pays sont convaincus que plus la France restera longtemps dans la région, plus les populations se retourneront contre elle. Le Maroc s'efforce *a contrario* de présenter en Afrique l'image d'une puissance bienveillante, préoccupée avant tout par les problèmes économiques et religieux. Quant à l'Algérie, elle plaide pour une solution politique africaine au problème que pose le jihadisme. Solution qui soit respectueuse de la souveraineté des Etats, par opposition à l'interventionnisme français, mais dont Alger ne précise pas les contours. Le pronostic des deux puissances du Maghreb semble fondé. Car de fait, l'image de la France, vue au prisme de sa présence militaire, se dégrade auprès des populations locales, qui ne comprennent pas comment autant d'argent peut être dépensé pour combattre le terrorisme, alors que les besoins socio-économiques de base ne sont pas couverts pour l'immense majorité des citoyens. La menace terroriste et la crise migratoire ont ainsi placé la région du Sahel au cœur des préoccupations divergentes de l'Europe, la France en premier lieu, et du Maghreb.

- 1. Entre 2011 et 2016, un rapport du Pnud estime à 35 000 le nombre de victimes d'attaques terroristes en Afrique subsaharienne, "Journey to Extremism in Africa", 2017, p. 10.
- 2. Opération Barkhane, ministère des Armées, juillet 2017.

La zone Franc et le Franc CFA - 26 janvier 2019

Dans le match France Italie sur le CFA qui se joue depuis une semaine, Kako Nubukpo, professeur de Sciences Economiques à l'université de Lomé, craint fort que l'Afrique soit la grande perdante

L'Italie ne s'est visiblement jamais totalement remise de sa défaite lors de la bataille d'Adoua contre l'Ethiopie qui solda pour partie la fin de son aventure coloniale en Afrique et marqua assurément son déclin sur la scène internationale. Elle en a gardé une rancune et une envie tenaces à l'endroit de la France et de la Grande Bretagne qui en l'espèce ont connu des destinées plus prospères. Preuve nous en a été donnée ces jours derniers, par le feu nourri de déclarations de Luigi di Maio et Matteo Salvini, tous deux vice-présidents du Conseil italien, qui tour à tour ont dénoncé la perpétuation de la colonisation française en Afrique, avec à l'appui de leur démonstration, la question du Franc CFA.

La sujétion coloniale

Le Franc CFA est une monnaie qui pose problème : héritage colonial et post-colonial, sa compatibilité avec le processus d'émergence des 14 économies africaines qui l'utilisent, est une vraie question économique. Sa persistance, presque 80 ans après sa création le 26 décembre 1945, renvoie à la question sensible de la souveraineté politique des Etats africains. Les mouvements sociaux qu'il déclenche depuis quelques années posent à n'en point douter, la question de la demande d'émancipation des jeunes, pris en étau entre le chômage massif dont ils sont les premières victimes et l'absence d'espace d'expressions politique et sociétale.

Sur le premier point, l'économie du Franc CFA est restée celle de la sujétion coloniale : c'est une monnaie qui maintient l'insertion primaire des économies de la zone Franc au sein du commerce international, dans la mesure où son utilisation n'a pas permis d'amorcer la transformation sur place de matières premières et encore moins les échanges entre économies de la zone Franc. Elle obère également la compétitivité-prix à l'export des économies qui l'utilisent. Elle incite enfin à la double répression financière et monétaire, du fait de la primauté de la défense de sa parité fixe avec l'Euro au détriment du financement des économies de la zone Franc. Or ces économies ont un besoin vital de financement à des taux d'intérêt faibles, des activités génératrices de revenus et d'emplois pour leurs populations dont la taille double tous les quarts de siècle.

Sur la question de la souveraineté politique, il paraît étrange que les banques centrales indépendantes de leurs Etats respectifs au sein de la zone Franc que sont la BCEAO (Afrique de l'ouest) et BEAC (Afrique centrale) ne tentent pas de nouer une coopération directe avec leur consœur de Frankfort, la Banque centrale Européenne (BCE), toute aussi indépendante et surtout émettrice de l'Euro, auquel le Franc CFA est rattaché. Au contraire, les banques centrales de la zone Franc passent par le Trésor public français - donc le ministère des Finances d'un Etat membre de la zone Euro- pour obtenir la garantie de la parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro, en contrepartie du dépôt auprès du Trésor public français, d'au moins 50 % des réserves de change de la zone Franc. Ce

dépôt alimente toutes sortes de fantasmes relatifs à l'exploitation par Paris des Etats africains, brèche dans laquelle les deux vice-présidents du Conseil italien ont eu beau jeu de s'engouffrer. Dans les faits, ce dépôt est rémunéré (au taux de la facilité marginale de la BCE) et son montant (peu ou prou 15 milliards d'euros) ne représente que 0,5 % de la dette publique française. Il peut d'ailleurs en être difficilement autrement car le produit intérieur brut (PIB) de l'ensemble de la zone Franc ne représente que 7 % du PIB français, pour une population deux fois et demi plus importante.

Dans les usines de la Banque de France

Par ailleurs, la fabrication des billets et pièces CFA reste, plus d'un demi-siècle après les indépendances, le monopole de la France et des usines de la Banque de France. Au-delà de la simple relation de sous-traitance technique revendiquée régulièrement par les banquiers centraux de la zone Franc, il est difficile de ne pas lire dans l'inertie de cet arrangement contractuel, une sous-traitance de la souveraineté monétaire des Etats de la zone Franc.

C'est d'ailleurs sur ce dernier point que les mouvements sociaux anti franc CFA prennent régulièrement appui pour dénoncer la mainmise de la France sur les Etats africains anciennement colonisés. Ces mouvements peuvent être regroupés en deux catégories : les premiers, issus de la diaspora africaine en France, sont clairement dans une revendication de souveraineté panafricaine transcendant les situations spécifiques à chacun des Etats de la zone Franc. Leurs revendications sont d'autant plus paradoxales que les membres de ces mouvements n'utilisent pas au quotidien le Franc CFA dans leurs transactions, mais plutôt l'Euro. Leurs revendications peuvent traduire un mal-être identitaire et une volonté de régler des comptes à l'égard d'un passé qui ne passe pas : la colonisation à l'origine des premiers flux migratoires. Les seconds mouvements, installés plutôt sur le continent africain, sont étroitement liés à la lutte pour la démocratisation des régimes politiques africains (Y-en-a-marre, le balai citoyen, etc). Leur critique du Franc CFA est directement reliée à la mauvaise gouvernance économique des dirigeants africains. Leur critique est souvent plutôt plus modérée, due à la peur de l'absence d'une alternative crédible au Franc CFA.

Nous sommes ici au cœur du débat : le Franc CFA apparaît comme une concession faite par les Etats de la zone Franc à Paris, du fait de l'incapacité perçue ou réelle des dirigeants de cette zone à piloter une monnaie commune. Plus grave, sa perpétuation peut également être perçue comme une servitude volontaire des dirigeants africains trouvant dans les caractéristiques de cet arrangement institutionnel (fixité de la parité, totale garantie de la convertibilité entre Franc CFA et Euro, libre circulation des capitaux entre les zones Franc et Euro), un moyen commode de ne pas être proactif dans la gouvernance monétaire de leurs Etats, et un véhicule permettant d'accumuler des richesses hors du continent africain.

En contrepartie, à travers ce « paternalisme monétaire », la France gagnerait en prestige, une illustration à la face du monde du maintien de l'empire, un pré carré au sein duquel son influence et son rayonnement resteraient entiers, à l'heure où la concurrence des pays émergents (Chine, Inde, Russie, Brésil) se fait plus vive que jamais. N'oublions pas la stabilité offerte par cette zone aux entreprises de la zone Euro et les facilités de rapatriement des bénéfices permises par le fonctionnement même de ladite zone.

La zone Franc et le Franc CFA méritent un sérieux dépoussiérage, eu égard à la dynamique démographique de l'Afrique qui rend plus urgente que jamais la nécessité de créer des emplois massifs sur le continent. En outre, la perpétuation du modèle de prédation minière qu'ils encouragent, du fait de l'impératif pour les Etats d'extraire et d'exporter des matières premières pourvoyeuses de réserves de change permettant de garantir la parité fixe entre le Franc CFA et l'Euro, engendre un défi écologique majeur dans les pays de la zone. Enfin, les arrangements institutionnels qui les portent minorent les aspects symboliques de la monnaie, de toute monnaie.

Les migrants pas tous de la zone franc

On est donc loin des raccourcis faciles effectués par les dirigeants italiens entre le Franc CFA et les migrants africains qui tentent de rejoindre l'Europe. En outre, les migrants ne sont pas tous originaires de la zone franc, c'est là un raccourci qui occulte les enjeux du débat. Le démographe français François Héran a déjà eu à de nombreuses reprises, l'occasion de mettre en évidence l'inanité du discours millénariste du politiste Stephen Smith qui a intitulé en sous-titre de son ouvrage « la ruée vers l'Europe », « la jeune Afrique à l'assaut de la vieille Europe ».

Force est cependant de reconnaître que les promoteurs du « cercle de la raison », les chercheurs et citoyens « réformateurs » en Afrique comme en France, butent depuis de nombreuses années sur le mur du silence des dirigeants africains et français sur la question du Franc CFA. Face au déni d'un problème réel, les populistes italiens ont beau jeu d'emprunter le boulevard qui leur a été ouvert, engendrant en retour des protestations aussi vives qu'impuissantes des autorités françaises. L'Italie, troisième économie de la zone Euro, est copropriétaire de l'Euro et donc pleinement légitime à s'inscrire dans le débat relatif à une monnaie qui est rattachée à l'Euro. On peut juste regretter la manière d'entrer dans ce débat. Cependant les Africains seraient bien naïfs de penser qu'ils trouveront dans l'Italie de la ligue lombarde et du mouvement Cinq Etoiles, d'ardents défenseurs de la prospérité africaine. L'Afrique est ici juste instrumentalisée dans le conflit médiatique larvé entre l'Italie et la France autour de la question des migrants et de l'application idoine des accords de Dublin.

Un proverbe africain dit : « quand deux éléphants se battent, c'est l'herbe qui souffre ». Espérons que l'herbe Afrique ne souffrira pas trop, avec ou sans Franc CFA.

Kako Nubukpo est professeur Titulaire de Sciences Economiques à l'université de Lomé (Togo), directeur de l'observatoire de l'Afrique Subsaharienne à la Fondation Jean Jaurès (France). Ex de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF), il en avait été remercié pour ses positions sur le franc CFA.

France - Tchad - 05 février 2019

L'intervention des Mirages 2000 français dans le nord-est du Tchad contre une colonne de la rébellion tchadienne, précisément de l'Union des forces de la résistance, marque un tournant inédit depuis dix ans. Selon Paris, l'intervention française a permis «d'entraver la progression de cette colonne hostile», et «de disperser la colonne» composée de 40 pick-up qui évoluait dans le plateau de l'Ennedi, soit à quelque 400 km à l'intérieur du territoire tchadien, en provenance du sud libyen. Ce groupe armé, dirigé par Timan

Erdemi, le neveu du président Idris Deby, vise toujours à renverser le régime tchadien par la force des armes.

Les avions de combat, des mirages 2000, de la force Barkhane, ont décollé de Ndjamen. Selon l'armée française l'opération a eu lieu en deux temps: d'abord une patrouille d'avertissement le matin, sans effet. Puis une seconde dans l'après-midi pour mener des frappes. Un bombardement qui, toujours selon Paris, a permis de « disperser la colonne » - de pick-up - repérée au moins 48h plus tôt et d'entraver «sa progression hostile».

Le ministre tchadien des armées qualifie les hommes de l'UFR de «mercennaires et de terroristes» et dénonce une «incursion» en provenance de Libye et dit avoir fait appel à la France au nom d'un accord de coopération entre les deux pays. « *Vous employez le mot 'rebelle': je ne comprends pas ce que cela veut dire. Je sais que ce sont des mercenaires et des terroristes qui sont en Libye. Des terroristes qui cherchent à déstabiliser notre pays. Donc la France nous a aidés à neutraliser cette colonne qui a été détruite .*» Le ministre tchadien des armées assimile ces rebelles aux terroristes que la force Barkhane est en train de combattre dans le Sahel et le Sahara. Désormais, toute nouvelle incursion rebelle, nous assure le général Daoud Yaya (joint au téléphone), sera frappée conjointement avec l'aviation française.

Version toute autre du côté de l'UFR, l'Union des forces de la résistance tchadienne. Son porte-parole du groupe en Europe, Youssouf Hamid, assure que ses hommes sont partis de l'intérieur de Tchad, et dénonce une intervention française «inacceptable» dans une affaire interne au Tchad. Il affirme aussi qu'en dépit de 2 morts, quelques blessés et au moins deux véhicules détruits, ses hommes poursuivent leur progression. « *La colonne n'a pas été dispersée comme cela a été dit par le communiqué du ministère français. La colonne est en progression malgré ces frappes que nous dénonçons énergiquement* », nous explique-t-il, joint au téléphone.

Il ne précise pas si leur objectif est d'atteindre la capitale comme en 2008, lorsque le mouvement avait failli renverser le président Deby. A l'époque la France n'était pas intervenue directement dans les combats mais avait joué un rôle décisif en protégeant l'aéroport de Ndjamen, et en permettant aux soldats tchadiens de se ravitailler en munitions.

Côte d'Ivoire - Janvier 2019

Airbus Defense and Space a annoncé le 21 janvier avoir remporté un nouveau contrat en Côte d'Ivoire. La défense ivoirienne a ainsi décidé de se doter d'un avion de transport C295. L'acquisition de cet appareil permettra aux forces armées ivoiriennes de développer leur capacité de projection. Selon Airbus Defence and Space, le C295 sera parfaitement adapté à la Côte d'Ivoire et à son environnement ; l'appareil ayant déjà fait ses preuves en Afrique sud-saharienne. Avec ce nouveau contrat, la Côte d'Ivoire devient le 28ème pays à se doter de C295. Ce nouveau contrat s'ajoute aux 91 appareils d'ores et déjà vendus en Afrique par Airbus. « La flotte de C295 s'étoffe notamment en Afrique du Nord et de l'Ouest, où ont été enregistrées 35 commandes émanant de l'Egypte, d'Algérie, du Ghana et du Mali », rapporte l'industriel.

3 POINT DES OPÉRATIONS DE MAINTIEN DE LA PAIX ET DE SOUTIEN A LA PAIX

3.1 LES NATIONS UNIES (Site consulté le 01/02/2019)

Effectifs (Troupes, Police, Experts et *Staff officers*)

La MINURSO : Mission des Nations Unies pour l'organisation d'un référendum au Sahara occidental

Au Sahara occidental depuis avril 1991

Effectifs déployés : 225 personnes

La MINUSCA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation en République centrafricaine

En République centrafricaine depuis avril 2014.

Effectifs déployés : 13 677 personnes

La MINUSMA : Mission multidimensionnelle intégrée des Nations Unies pour la stabilisation au Mali

Au Mali depuis avril 2013.

Effectifs déployés : 14 572 personnes

La MONUSCO : Mission des Nations Unies pour la stabilisation en République démocratique du Congo

En République démocratique du Congo depuis juin 2010.

Effectifs déployés : 17 213 personnes

La MINUAD : Opération hybride Union africaine-ONU au Darfour

Au Soudan (Darfour) depuis juillet 2007.

Effectifs déployés : 8 341 personnes

La FISNUA : Force de sécurité intérimaire des Nations Unies pour Abyei

À Abyei, au Soudan depuis juin 2011.

Effectifs déployés : 4 453 personnes

La MINUSS : Mission des Nations Unies au Soudan du Sud

Au Soudan du Sud depuis juillet 2011.

Effectifs déployés : 16 682 personnes

3.2 L'UNION AFRICAINE

L'Initiative de coopération régionale contre l'Armée de résistance du Seigneur (ICR LRA¹ - depuis 2011)

RCA : 85 Hommes

RDC : 500 hommes

¹ Lord's Resistance Army (LRA).

Soudan du Sud : 500 hommes

Malgré l'annonce ougandaise, il semble que des forces de ce pays soient encore présentes dans la zone d'opérations (source Union africaine - janvier 2019).

L'AMISOM : la Mission de l'Union africaine en Somalie (depuis 2007 - site de l'Union africaine consulté le 01 février 2019)

Ouganda : 6 223 hommes

Burundi : 5 432 hommes

Kenya : 3 664 hommes

Éthiopie : 4 395 hommes

Djibouti : 960 hommes

La MINUAD est une opération hybride ONU-UA. Nous l'avons traitée dans les missions onusiennes.

La *Multinational Joint Task force* (MNJTF - depuis 2015)

Une Force d'intervention conjointe multinationale (MNJTF) dotée de 8 700 militaires, policiers et civils pour combattre Boko Haram. Quatre pays riverains du lac Tchad (Nigeria, Cameroun, Tchad et Niger) ainsi que le Bénin composent cette force. Le quartier général est à N'Djamena (Tchad).

En août 2015, les États s'étaient engagés sur :

Nigeria : 3 500 hommes

Tchad : 3 000 hommes

Bénin : 750 hommes

Niger : 1 000 hommes

Cameroun : 2 650 hommes.

Les effectifs pouvaient être augmentés jusqu'à 10 000. Le prochain Conops devrait autoriser la MNJTF à déployer 11 500 hommes.

La Force conjointe du G5 Sahel

Lancée en 2017, elle devrait compter 5 000 hommes (Mauritanie, Mali, Tchad, Niger, Burkina Faso).

La mission de la CEDEAO en Gambie (MICEGA)

Déployée depuis le 21 février 2017, la Micega compte 500 militaires. Ces soldats viennent pour l'essentiel du Sénégal, du Nigeria et du Ghana.

La mission de la SADC au Lesotho² a pris fin en novembre 2018.

² Elle comprenait 258 personnels.

3.3 L'UNION EUROPÉENNE

L'Union européenne est présente sur le continent africain par des missions de formation (*European Union Training Mission - EUTM*) et une mission de lutte contre la piraterie au large de la Somalie (Atalante).

EUTM Somalie : déployée en 2010 elle compte un effectif de 193 hommes.

EUTM Mali : déployée en février 2013, elle a un effectif de 593 hommes.

EUTM RCA : déployée en 2016, elle possède un effectif de 187 hommes.

Opération Atalante : déployée depuis 2008, la force navale compte plusieurs bâtiments et quelques avions de patrouille maritime et de reconnaissance.

3.4 CONTRIBUTIONS AFRICAINES AUX OMP

Les douze premiers contributeurs africains :

- 1 Éthiopie : 7 597 H
- 3 Rwanda : 6 528 H
- 7 Égypte : 3 765 H
- 9 Ghana : 2 790 H
- 11 Sénégal : 2 479 H
- 12 Tanzanie : 2 316 H
- 13 Maroc : 2 146 H
- 14 Burkina Faso : 2 035 H
- 15 Tchad : 1 491 H
- 16 Togo : 1 430 H
- 17 Afrique du Sud : 1 230 H
- 18 Cameroun : 1 116 H

4 CONCLUSION

Le prochain bulletin traitera du Sommet de l'Union africaine (UA) et des décisions des chefs d'Etat et de gouvernement. Il se déroulera à Addis Abeba du 10 au 11 février 2019.

Le président Abdel Fattah al-Sissi succèdera à Paul Kagame à la présidence de l'UA. Ce dernier, qui avait de grandes ambitions, quitte son poste après un sérieux revers. Sa tentative d'ingérence dans les affaires intérieures d'un Etat africain suite à l'élection de Félix Tshisekedi en RDC a affaibli un peu plus l'UA ainsi que le poste du président de la Commission (de l'UA). Quant aux réformes annoncées et à la Zone de libre-échange continentale, elles sont encore loin d'être finalisées.

PATRICK FERRAS

www.csba-ferras.eu